

<http://www.sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1676>



Évaluations nationales en CP : SUD éducation propose des modalités d'action

- PRIMAIRE
- Evaluations / fichage

Date de mise en ligne : jeudi 31 janvier 2019



Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Les évaluations nationales imposées aux enseignant-e-s ont été un fiasco : des tests standardisés trop complexes pour des enfants à l'entrée en CP ; des tests qui comportent des stéréotypes sexistes ; des problèmes techniques nombreux qui ont empêché les élèves d'écoles entières de passer tout ou partie des évaluations.

Le tract de Sud Education :



Le courrier intersyndical :



Ces évaluations remettent en cause les compétences professionnelles des enseignant-e-s en les considérant comme de simples exécutant-e-s. Elles constituent aussi une perte de temps et mettent les élèves en difficulté.}

À l'appel des organisations syndicales et notamment de SUD éducation, de nombreux-ses enseignant-e-s ont refusé de faire passer ces évaluations. À partir de la fin du mois de janvier, le ministère imposera aux élèves de CP et aux enseignant-e-s une nouvelle série d'évaluations.

Le ministère prétend qu'il s'agit de mesurer les « progrès » des élèves depuis la rentrée scolaire.

On peut le dire à l'avance : les résultats de ces évaluations seront extrêmement positifs. Il s'agit en effet pour le ministère de se féliciter lui-même de sa politique. Le ministère prétendra que s'attaquer à la liberté pédagogique des enseignant-e-s et imposer ses vues rétrogrades sur l'enseignement est le facteur déterminant de la réussite des élèves, alors même que les évaluations de début d'année étaient faites pour mettre en échec les élèves.



Ces évaluations ne constituent en rien une aide pertinente pour enseigner mais démontrent la volonté ministérielle de mettre au pas les enseignant-e-s.

C'est pour ces raisons que la fédération SUD éducation a appelé au refus de ces évaluations.

Et ensuite : ne faisons pas remonter les résultats !

Que les équipes refusent de les faire passer ou non, ou qu'elles adaptent les modalités de passation, il est maintenant nécessaire de refuser l'uniformisation pédagogique et le contrôle permanent. Derrière un discours prétendument scientifique, le ministre entend normer les pratiques pédagogiques. Les résultats ne serviront pas aux seul-e-s élèves et à leurs enseignant-e-s, ils serviront, surtout, en novlangue, à "accompagner et piloter". C'est-à-dire à contrôler davantage. On voit là le lien avec les animations pédagogiques présentées comme obligatoires et centrées sur les seuls "apprentissages fondamentaux".

De plus rien ne sera anonyme puisque le portail de saisie des résultats des élèves fonctionne avec des codes identifiants assignés aux enseignant-e-s en lien avec ONDE (ex Base élève). Cette absence de protection des données sera renforcée par le fait que le stockage des données sera effectué par la société Amazon, en Irlande.

L'obsession de la « culture du résultat »

À l'heure où le ministère prévoit de créer une direction d'école avec un statut hiérarchique.

Loin d'être réservées à un usage interne, ces mesures participent au renforcement des inégalités territoriales en imposant progressivement une « culture du résultat » qui permettrait de distribuer les bons et les mauvais points aux équipes enseignantes :

- " l'augmentation des postes à profil ;
- " l'arbitraire et l'injustice des promotions ;
- " la mise en place de la prime REP+ au mérite.

Contre cette vision managériale de l'école, SUD éducation revendique des moyens pour une école égalitaire et émancipatrice.

' La fédération SUD éducation revendique la suppression de ces évaluations.

' SUD éducation appelle les enseignant-e-s du 1er degré à ne pas faire passer les évaluations et le cas échéant à ne pas faire remonter les résultats. Dans les conseils d'école et d'administration, dénonçons ces

évaluations. SUD éducation s'engage à défendre les collègues.

' SUD éducation appelle à signer LA PÉTITION pour exiger la fin des évaluations nationales :

<https://frama.link/evalsnats>

Avec les organisations syndicales SNUipp-FSU, SNUDI-FO, UNSEN-CGT Educ'Action, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SUD éducation a envoyé un courrier au ministre le 14 janvier 2019 lui demandant l'abandon du dispositif des évaluations nationales imposées.